

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 04/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COGEX

Route d'Arles
La Plaine Ronde
13270 Fos-Sur-Mer

Références : D-2024-1572
Code AIOT : 0006401024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement COGEX implanté RN 568, la plaine ronde sud 13270 Fos-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 09/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COGEX
- RN 568, la plaine ronde sud 13270 Fos-sur-Mer
- Code AIOT : 0006401024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société COGEX SUD exploite une unité de stockage, de mélange et de conditionnement de produits chimiques dont une partie toxique et inflammable à Fos-sur-Mer. Elle est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 16 décembre 1997.

Le classement SEVESO seuil bas du site a été acté par arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2013. L'exploitant a bénéficié des droits acquis suite à l'entrée en vigueur de la directive

européenne dite « SEVESO 3 » suite à sa demande du 9 mai 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 relative aux stockages de liquide inflammable soumis à enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Etat des matières stockées - localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Interdiction de stockages en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, Annexe XI	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Mise à jour du plan de défense incendie - scénario	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1 & Arrêté Ministériel du 01/06/2015, Annexe IX	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - dispositions	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Sans objet
2	Etat des matières stockées - format détaillé	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1	Sans objet
3	Etat des matières stockées - format synthétique	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Sans objet
4	Etat des matières stockées - fréquence de mise à jour	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de confirmer que l'exploitant est soumis à l'arrêté ministériel du 01/06/2015 en tant qu'installation existante anciennement soumise à l'arrêté ministériel du 03/10/2010. En effet, la quantité de liquides inflammables en contenant fusibles réputés H224¹, H225², H226³ est inférieure à 100 tonnes.

Suite à cette journée, l'inspection a relevé des non-conformités sur certains points de contrôle qui

1 H224 : liquides et vapeurs extrêmement inflammables.

2 H225 : liquides et vapeurs très inflammables.

3 H226 : liquides et vapeurs inflammables.

pourront être levées par la réception de justificatifs. En effet, l'exploitant devra mettre à jour sous 6 mois son étude des effets thermiques et sous 1 mois son plan de localisation des risques. L'exploitant devra également sous 1 mois fournir la justification que l'AVGAS n'est pas H224 ainsi que le choix de l'incendie généralisé comme scénario majorant.

De plus, des améliorations sur l'état des stocks ont été demandées (matières combustibles et cohérences des localisations) ainsi qu'un rappel sur le fait que l'exploitant ne doit pas être au-dessus des stocks définis dans son arrêté préfectoral (1436 : 206T pour 200T max).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - dispositions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative
Prescription contrôlée : Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. [...] Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1. [...] <u>Rappel :</u> Arrêté Ministériel du 24.09.2020 Article I.1.2 : « <i>Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles. »</i> »
Constats : Le site serait soumis à : <ul style="list-style-type: none">· Enregistrement pour la rubrique 4331 & 4734 (360T maximum pour ces deux rubriques combinées)· Déclaration pour la rubrique 1436 (200T maximum)· Déclaration pour la 1510 (30 000 m³ maximum) Afin de vérifier la conformité administrative du site, l'exploitant nous a présenté son état des stocks du jour. Celui-ci mettait en évidence en date du 28/11/2024, jour de l'inspection, la présence de 73T de liquides inflammables réputés 4331 et 0T de liquides inflammables réputés 4734. Le mode de fonctionnement de l'exploitant fait qu'il additionne les deux rubriques dans le but de ne pas dépasser le seuil de 360T. De plus, la mention : « dont 100 tonnes maximum pour les emballages fusibles (H225) » est ajoutée dans l'état des stocks. Cette phrase a été confirmée oralement être non exclusive et prenait aussi en compte les substances avec comme phrases de risque H224 et H226. Cette

<p>phrase sera modifiée par l'exploitant. En revanche, cette phrase n'est en aucun cas reliée à une quelconque alerte, c'est un engagement, contrairement au seuil de l'arrêté préfectoral (AP) qui lui est « alarmé ».</p> <p>Enfin, lors de la visite terrain, le seul contenant fusible vu contenait du MIRASIL réputé 1436 donc non couvert par une phrase de risque (H224, H225 ou H226).</p> <p>Ainsi, les quantités susceptibles d'être présentes avec une mention de danger H224, H225, H226 ou déchets liquides inflammables catégorisés HP3 ne dépassent pas 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p> <p>La visite d'inspection a permis de confirmer que l'exploitant est soumis à l'arrêté ministériel du 01/06/2015 en tant qu'installation existante anciennement soumise à l'arrêté ministériel du 03/10/2010.</p> <p>L'exploitant peut opter pour le respect des dispositions des articles 14,44 à 52,58 et 59 de l'arrêté du 01/06/2015 en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté du 03/10/2010. L'exploitant devait informer le préfet du choix réalisé avant le 1^{er} janvier 2023.</p> <p>L'exploitant nous a indiqué ne pas avoir informé le préfet de son choix. En l'absence de choix explicite, l'exploitant est tenu d'appliquer les dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté du 03/10/2010 modifié. L'exploitant peut modifier son choix, sous réserve qu'il notifie ce nouveau choix et qu'il justifie de sa compatibilité avec les nouvelles prescriptions choisies.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Etat des matières stockées - format détaillé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des</p>

installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant nous a montré l'état des matières stockées qui était utilisé. Cet état des stocks est disponible en tout temps et mis à jour à l'instant T de l'extraction depuis leur système de gestion.

Cet état des stocks a une entrée de données qui va permettre d'alimenter deux sorties possibles par mention ICPE ou par client. Ces deux sorties vont être précisées par la suite.

L'entrée de données permet d'avoir l'intégralité des produits, avec les mentions de danger et l'explication de celles-ci, les rubriques ICPE et le lien vers les FDS de chaque produit.

Pour information, les produits répertoriés sont :

- Les produits finis (conditionnés)
- Les déchets de produits
- La notion de « vrac » qui représente soit les queues de lot, soit certains déchets, soit les citernes en transit

A partir de cette entrée, deux sorties sont possibles :

- La sortie appelée « mention ICPE » qui fait le listing de l'intégralité des produits par rubrique et met en avant le stock max autorisé par arrêté préfectoral. Une alerte est activée dès que le seuil est dépassé. La localisation des produits en revanche n'est pas précisée dans cet état.
- La sortie appelée « par client » fait le listing des produits conditionnés uniquement et cet état des stocks relie les produits finis à une localisation (salle 4, numéro de travées dans l'atelier).

Ainsi, en faisant le cumul des deux sorties : seuls les produits finis ont une localisation bien définie dans l'état des stocks. De plus, les emplacements/zones ne sont pas compréhensibles par les services d'incendie, ne sont pas toutes reliées au plan de localisation des risques et ne sont pas toutes définies.

En outre, certains points étaient manquants. En effet, les matières combustibles non dangereuses n'étaient pas référencées dans l'état de stocks. De manière non exhaustive, il a été relevé les items suivants : palette, déchets (carton, emballage). L'exploitant nous a précisé que la gestion des palettes se faisait par le service maintenance et eux avaient un état des stocks mais sans possibilité de nous le montrer car non intégré à leur système de gestion.

Sur le terrain, deux liquides inflammables réputés 4331 ont été vérifiés par sondage. L'état des stocks était à jour pour ces 2 produits :

- L'AVGAS réputé 4331 à 20,160 T dans l'état des stocks était présent dans la salle 4 à hauteur de 140 fûts de 144 kg
- Le N PROPYL réputé 4331 à 6T dans l'état des stocks était présent dans la salle 4 à hauteur de 30 fûts de 200 kg

En revanche, nous avons remarqué dans l'état des stocks « mention ICPE » que la quantité de produits réputés 1436 était supérieure à 200T (seuil max autorisé), soit égale à 206T. L'alerte par l'exploitant a bien été vue et il nous a précisé dans ce cas-là, en cas de dépassement de la quantité de produits réputés 1436 ils déplaçaient une partie des produits du stockage extérieur vers la salle 4 (dédiée aux liquides inflammables) car celle-ci était sous haut foisonnement donc mieux protégée.

<p>L'inspection rappelle que ce fonctionnement ne doit pas avoir lieu. L'AP précise les quantités maximums par produit sur l'intégralité du site et la localisation n'a pas à être prise en compte même si mieux protégée et que ce fonctionnement, même s'il existe depuis des années, n'est pas un argument recevable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à l'inspection l'exploitant devra mettre à jour sous 1 mois après réception du rapport son état des stocks en précisant les matières dangereuses non combustibles, rajouter l'intégralité des localisations des produits, ainsi que mettre à jour la cohérence de la localisation des risques et de la nomination des produits (distinguer les divers « vracs » en citerne, queue de lot...).</p> <p>De plus l'inspection rappelle que l'exploitant ne doit pas dépasser les quantités de son AP. Ce point sera vérifié lors d'une prochaine inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des matières stockées - format synthétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks présenté au point de contrôle n°2 pour la partie « données d'entrée » qui permet d'avoir l'intégralité des produits, avec les mentions de danger et l'explication de celles-ci, les rubriques ICPE et le lien vers les FDS de chaque produit permet de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 01.06.2015.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Etat des matières stockées - fréquence de mise à jour

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – fréquence de mise à jour</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>

<p>Constats :</p> <p>Comme défini lors du point de contrôle n°2, l'état des stocks est disponible en tout temps et mis à jour à l'instant T de l'extraction depuis leur système de gestion. De plus, il est fait référence dans le plan d'opération interne (POI) de cet état des matières stockées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des matières stockées - localisation des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées - Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection il a été fait mention de l'inspection précédemment réalisée (22 octobre 2024). La demande de l'inspection a été de regrouper sous un même plan les zones à risques.</p> <p>Ce plan mis à jour a été présenté en séance.</p> <p>Nous avons pu y retrouver les deux zones de stockage de liquides inflammables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Salle 4 : 4331 et 4734 - Zone verte extérieure non nommée : 1436 <p>Une zone de palette a été notée avec 836 palettes au maximum. Mais comme précisé au point de contrôle n°2, celle-ci n'est pas mentionnée dans l'état des stocks.</p> <p>Lors de la visite sur le terrain, nous avons pu voir un stock d'IBC non répertorié à côté de la zone verte, une zone de déchets en transit (non dangereux) à côté du stockage extérieur de produits finis non répertorié ainsi qu'une zone notée « déchet » sur le plan mais sans plus d'indication. Oralement, l'exploitant nous a précisé que ces déchets sont non dangereux et les déchets dangereux de liquide inflammables sont stockés en salle 4.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à l'inspection l'exploitant devra mettre à jour sous 1 mois après réception du rapport son plan de localisation des risques afin que celui-ci soit bien clair, cohérent avec le fonctionnement du site, compréhensible et en cohérence avec l'état des stocks.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Interdiction de stockages en contenants fusibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A</p>

Thème(s) : Actions nationales 2024, Interdiction de stockages en contenants fusibles

Prescription contrôlée :

A.-Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

B.-Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027.

C.-Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant nous a défini les différents stockages possibles : fûts (60L à 235L), IBC-GRV (1000L), flexitank et citerne routière.

Sur le terrain nous n'avons pu voir en contenant fusibles que des IBC contenant un produit réputé 1436 (MIRASIL) donc n'ayant pas de mention de danger H224, H225 ou H226.

Le reste des produits était contenu dans des fûts donc dans des contenants non fusibles.

Il a été précisé lors de la séance qu'aucun liquide inflammable de mention de danger H224 était présent sur site. Ils n'avaient que des mentions de danger H225 et H226.

L'exploitant nous a précisé qu'il était bien au clair avec l'échéance de 2027 pour les mentions de danger H225 et qu'il demanderait à ses clients (fournisseur du contenant) de leur fournir du non fusible ou ils refuseront. Il est très rare que COGEX fournisse eux-mêmes le contenant.

En revanche, lors de l'étude de l'état des stocks « données d'entrée », nous avons vu noté que l'AVGAS était H224. L'exploitant nous a expliqué en salle que cette mention de danger était erronée et nous a envoyé le soir de l'inspection un document pouvant attester de cette erreur.

Le document qui a été reçu date de 2016 avec deux parties (Seveso 2 et Seveso 3).

Seule la partie Seveso 2 fait mention d'une réponse de la DREAL datant de 2012 sur le classement de l'AVGAS en liquide inflammable de catégorie B.

Dans la partie Seveso 3, COGEX met en évidence son désaccord par rapport au classement H224 mais dans un but de classement par rubrique (4330 ou 4331 ou 4734 pour ce produit).

L'inspection rappelle qu'un liquide inflammable peut être de catégorie B et avoir une mention de danger H224 ou H225 selon la température d'ébullition du produit en cas de point éclair < 23°C. De plus l'inspection rappelle que la mention de danger n'est pas le critère numéro 1 pour définir la rubrique ICPE mais bien le fait qu'elle soit nommément désignée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Suite à l'inspection l'exploitant devra sous 1 mois après réception du rapport, fournir à l'inspection la justification que ce produit est bien H225 avec par exemple l'envoi de la FDS mise à jour suite à une demande au fournisseur (Total dans ce cas-là). Si ce reclassement n'est pas accepté par Total, l'exploitant devra s'assurer de ne pas avoir de substances H224 en contenant fusibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Etude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, Annexe XI
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etude des effets thermiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux stockages extérieurs, lorsque les récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure soit situé à une distance au moins égale à 20 mètres des limites des sites ; - aux stockages en bâtiments, lorsque les parois des bâtiments lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de sites ; - aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation. <p>I- L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2024 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration.</p> <p>En ce qui concerne les stockages extérieurs de récipients mobiles, cette étude est réalisée</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les conditions d'aménagement des stockages sont conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario portant sur l'incendie de chaque îlot ; - lorsque les conditions d'aménagement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario d'incendie généralisé à tous les îlots et autres stockages de liquides inflammables dans le champ de présente annexe, y compris en bâtiments, susceptibles d'être atteints par des effets dominos (seuil des effets thermiques 8 kW/ m²). <p>II.-Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/ m₂ en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, les plans des distances d'effets des flux thermiques (avec et sans barrière) de l'étude de danger (EDD) ont été présentés. Ceux-ci dataient du 30/11/2007.</p>

Nous nous sommes focalisées sur les flux thermiques suivants : Salle 4 et aire de déconditionnement.

Pour cette dernière, aucun flux de 8 kw/m² ne sort dans le cas du « plan avec barrières ».

En revanche, pour ce qui concerne le scénario de la salle 4, nous avons pu constater que le centre du flux n'était pas positionné sur la salle 4 mais à côté. L'exploitant nous a précisé que le scénario que nous regardions et dont les flux de 8 kw/m² sortaient était celui de l'incendie de la rétention déportée de la salle 4. Cette rétention a été déplacée pour éviter le phénomène d'effet missile qui a permis en même temps de résoudre cette problématique. En revanche, aucun nouveau plan montrant que les flux ne sortent plus n'a pu être montré suite à cette modification.

De plus, l'exploitant nous a présenté son POI où d'autres plans des distances d'effets des flux thermiques étaient présents datant du 24/11/2008. Ceux-ci présentaient des flux ne sortant pas mais la cohérence entre « le plan avec barrières » et « le plan sans barrière » n'a pu être expliquée avec dans un cas un centre des effets sur la salle 4 et sur l'autre un centre des effets sur l'ancienne rétention déportée.

En outre, l'exploitant n'a pas pu présenter de manière précise les différentes barrières mises en place entre les deux plans.

Enfin l'inspection constate que les scénarios de l'EDD et du POI ainsi que les plans présentés ne sont pas à jour :

- Le scénario d'incendie de la cuvette de rétention extérieure n'a plus lieu d'être puisque cette rétention n'est plus utilisée.
- Le scénario de stockage extérieur de produits classés sous la rubrique 1436 n'a pas été intégré suite à la modification du site. Ce stockage, même si, situé à plus de 20 mètres du site et ne contenant pas de liquides classés 4331 et 4734, aurait dû nécessiter une présentation des zones d'effets et une analyse de l'impact de l'ajout de cette zone de stockage vis-à-vis des conclusions de l'EDD (effets dominos, matrice de compatibilité...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre à jour son étude des flux thermiques afin d'intégrer les évolutions du site sous 6 mois après réception du présent rapport. Pour rappel, comme défini dans le rapport d'inspection du même jour concernant le POI, une mise à jour de l'EDD sous le même délai (6 mois) est demandée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Mise à jour du plan de défense incendie - scénario

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1 & Arrêté Ministériel du 01/06/2015, Annexe IX

Thème(s) : Actions nationales 2024, Scénario du plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou

indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :

- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;
- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;
- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;
- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020.

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

Rappel : Annexe IX – Arrêté Ministériel du 01.06.2015

« 43-1 : La stratégie de lutte contre l'incendie est mise à jour au plus tard le 1er janvier 2027. »

Constats :

Lors de l'inspection il a été demandé en séance de fournir le plan de défense incendie. Pour le cas particulier de COGEX, celui-ci n'est pas intégré au POI.

Différents scénarios ont été demandés, les scénarios définis dans l'EDD et le POI ont été mentionnés.

Ces scénarios sont les suivants :

- Incendie dans la salle 1
- Incendie au niveau de la salle 3
- Incendie en salle 4 (stockage de récipients mobiles de liquides inflammables)
- Incendie cuvette de rétention extérieure salle 1
- Incendie cuvette de la zone de déconditionnement
- Incendie au niveau du stockage de palette

En séance, l'exploitant nous a précisé que le scénario majorant est le scénario au niveau de la salle 3, autrement dit l'incendie généralisé. Cette précision n'a été qu'orale sans pouvoir justifier par comparaison des différents besoins sur les autres scénarios.

L'adéquation des moyens en eau avec le scénario majorant nous a été fourni par la suite en fin de séance via un courrier du 10 avril 2008. Ce dimensionnement des besoins en eau mettait en évidence le manque d'un troisième poteau incendie devant être mis en place d'ici le 31/01/2009 selon l'AP du 04/02/2009. Ce troisième poteau incendie est visible sur le plan Annexe 5 dans le POI daté de juillet 2024 et a été vérifié sur site lors de l'inspection du 22/10/2024.

La durée de l'incendie généralisé pris pour le calcul des besoins était de 2h avec présence de murs coupe-feu 2h au niveau des salles 1, 4 et 5. La présence de ces murs coupe-feu n'a pu être vérifiée sur le terrain.

Néanmoins, à la lueur de ces scénarios présentés, nous pouvons remarquer que les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020 n'ont pas été pris en compte et la justification du scénario majorant n'a pas été présentée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à l'inspection l'exploitant devra à l'échéance du 01/01/2027 définie dans l'arrêté ministériel du 01/06/2015, annexe IX, mettre à jour ses scénarios incendie. En attendant, cette échéance réglementaire, l'exploitant devra sous 1 mois fournir la justification du choix de l'incendie généralisé comme scénario majorant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois